

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

20^{ème} année - N° 3596 - Mercredi 11 Mars 2020 - Prix : 200 Fc

CORONAVIRUS

El-Maarouf en alerte maximale



**KOHLER
SDMO**

Groupe Electrogène de marque SDMO

- 3 KVA et 4,5 KVA
- Avec poste à soudure 4 KVA
- Avec Motopompe

SDMO FABRICANT

- Groupe électrogène de 1KVA à 5 Mégas
- Centrale électrique 1 à plus de 20 Mégas
- ADC Représentant de la Marque SDMO aux Comores depuis plus de 25 ans



Perform
4500



Perform
3000

Contact: ADC, 923, Route de l'Industrie, 97700, Comores
Téléphone: +262(7) 13 81
E-mail: adc@comores.com

Stock disponible groupe monophasé essence

4,5 KVA 375.000 FC, 3 KVA 300.000 FC.

Contact

ADC MZI MAVOUNA ex Comores Import

773 09 51 / 773 13 81 / 333 98 08

ACCORD DE PARIS

Renforcement des capacités régionales des États membres du COMESA

Un atelier relatif au renforcement des capacités régionales des États membres du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) en Afrique de l'Est et australe pour une transparence accrue dans la surveillance, la déclaration et la vérification des changements climatiques, tel que défini dans l'Accord de Paris s'est tenu hier à l'hôtel Retaj à Moroni.

C'est l'ONG « Conservation International Foundation (CI) » et le COMESA qui préparent un document de projet du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) de grande taille et qui sera mis en œuvre dans cinq pays dont le Botswana, les Comores, l'Érythrée, les Seychelles et la Zambie. La subvention de préparation de ce projet a été approuvée lors de la réunion du Conseil du FEM de juin 2019. L'atelier était organisé par le ministère en charge de l'Environnement sous la houlette du directeur général M. Youssouf Elamine, en collaboration avec un consultant national et le soutien de Conservation International (CI) et a vu la participation d'un certain nombre d'experts œuvrant dans le domaine des changements clima-

tiques dans notre pays.

La participation des parties prenantes est importante pour faire connaître ce projet, donner aux différents acteurs la possibilité de donner leur avis pour enrichir les informations fournies dans le formulaire d'identification du projet, clarifier les rôles des principales parties prenantes dans la formulation et la mise en œuvre du projet, et garantir que le pays s'approprie le projet. L'objectif principal de l'atelier était de présenter le projet aux parties prenantes et de garantir l'appropriation, le soutien et leur engagement. Il s'agit de sensibiliser les parties prenantes, de présenter et discuter du cadre de résultats du projet tout en soulignant les objectifs, les résultats et les extrants.

Il faut noter qu'en vertu du paragraphe 84 de la décision de la Conférence des Parties adoptant l'Accord de Paris, il a été décidé de créer «une initiative de renforcement des capacités pour la transparence afin de renforcer les capacités institutionnelles et techniques, avant et après 2020». C'est dans ce contexte que le Fonds pour l'environnement mondial, le CBIT est proposé pour soutenir des activités alignées sur ces objectifs aux



Participants à l'atelier.

niveaux national et régional / mondial.

Les discussions des participants ont porté sur les trois composantes du projet à savoir renforcer les cadres de transparence nationaux et régionaux pour le suivi des contributions déterminées au niveau National (CDN) et des actions climatiques sur le nombre de cadres nationaux de coordination des changements climatiques établis pour

guider le partage des données sur les Gaz à effets de serre (GES).

Les participants ont aussi discuté pour savoir si les établissements universitaires des Comores ont besoin d'une formation pour le programme des formateurs afin de dispenser des programmes de certificat académique en comptabilité du carbone terrestre (TCA) et en surveillance et des rapports et vérification de l'agriculture (AMRV). Et

enfin, ils ont discuté de la mise en place d'une plateforme régionale intégrée CBIT pour l'acquisition et la gestion des connaissances des activités liées à la transparence. Le premier comité de pilotage du projet est prévu en juin prochain et le projet régional devrait démarrer début 2021.

Mmagaza

FINANCE PUBLIQUE

L'Agid se met au diapason de l'émergence 2030

Les agents-cadres de l'Administration générale des impôts et des domaines (AGID) se retrouvent dans une séance de retraite de deux jours. L'objectif est de revigorer l'efficacité et redynamiser l'action de l'administration fiscale pour qu'elle soit véritablement un outil de développement vers 2030.

Plusieurs agents de l'Administration générale des impôts et des domaines ont commencé depuis hier mardi à travailler sur les paramètres requis permettant à l'État d'atteindre les objectifs de l'émergence. Pendant ces deux jours, les cadres de l'Agid doivent se doter des moyens techniques pour améliorer en fait l'éthique personnelle et professionnelle pour une administration irréprochable.

Car par-dessus tout, cette administration est considérée par le ministre des Finances et du budget comme un levier important dans la formulation des politiques publiques de notre pays. Sans doute, la vision de conduire le pays vers l'émergence à l'horizon 2030 reste pour le gouvernement un défi énorme à relever. Convaincu des occlusions à surmonter pour concrétiser le rêve, Saïd Ali Chayhane, ministre des Finances, fait comprendre que le gouvernement ne peut que compter que lui-même pour développer le pays. « A cœur vaillant rien d'impossible », a-t-il lâché.

L'argentier de l'État reste convaincu qu'ensemble, ils peuvent structurer et performer le circuit financier et qu'il attend beaucoup de ces présents travaux. « J'attends de vos échanges des résultats

mélioratifs permettant à l'administration des impôts et des domaines d'être le vecteur de base pour accompagner l'émergence économique du pays », poursuit-il.

De son côté, le directeur de l'Agid, Hamadi Mohamed Soihir, estime qu'à la sortie de cet exercice, « chacun se sera approprié des résultats de nos discussions car chacun aura compris la pertinence de travailler en commun. Et cela pour restituer notre administration dans la centralité de son positionnement dans les institutions étatiques ». Parmi les résultats attendus, on peut citer entre autres la nécessité de mettre en place le cadastre (registre public définissant la valeur des biens immobiliers en vue d'établir l'impôt foncier), au plus tard en 2024.

Kamal Gamal

UNION DES COMORES
Unité – Solidarité – Développement

Ministère de la Santé, de la Solidarité, de la Protection Sociale et de la Promotion du Genre

جمهورية القمر المتحدة
وحدة تضامن تنمية
وزارة الصحة والتضامن ومشاركة المرأة
الاقتصادية ومشاركة المرأة

Le 10 Mars 2020

Communiqué de Presse n°1

Le Ministère de la Santé, de la Solidarité, de la Protection Sociale et de la Promotion du Genre voudrait, par le présent communiqué, porter des éclaircissements sur les rumeurs, relayées dans les réseaux sociaux, selon lesquelles un cas de coronavirus aurait été identifié dans notre pays, semant la panique et la psychose au sein de la population.

A ce jour, aucun cas de CoVID-19 n'a été ni identifié ni confirmé sur le territoire national.

Dans le cas d'espèce, il s'agit d'un jeune comorien, âgé de 29 ans, arrivé de France le vendredi 28 février 2020.


Ce jeune s'est personnellement présenté au Centre Hospitalier El-Maarouf à 13H00 ce dimanche 08 mars 20 soit 09 jours après son arrivée. Accueilli aux urgences, il présentait des signes qui, en application du protocole standard évoqué « un cas suspect ». Dans ce cadre, ce même protocole impose à nos services concernés de prendre certaines dispositions pour la protection des patients suspectés et pour l'ensemble de la population.

Ceci étant, le Ministère de la Santé déplore la stigmatisation, les réactions maladroites, les fake news qui ont eu lieu ces dernières 24h autour de cette situation.

Cependant, par mesure de prévention, un suivi régulier de la prise de température et d'observation de l'apparition de signes symptomatiques des proches du jeune homme sera effectué durant 14 jours correspondant à la période d'incubation. Nous saluons au passage leur franche collaboration.

Le ministère appelle donc à la vigilance de la population et au respect des règles d'hygiène telles que recommandées, notamment se laver les mains avec de l'eau propre et du savon et avoir une solution hydro-alcoolique pour un usage quotidien.

Il tient également à rassurer la population que les dispositions sont prises pour une meilleure préparation, prévention et riposte face à cette épidémie de CoVID-19 en Union des Comores.



**Pour être informé,
je lis la Gazette chaque jour**

CORONAVIRUS

El-Maarouf en alerte maximale

Le personnel médical et paramédical de l'hôpital El-marrouf se prépare à une éventuelle riposte contre l'épidémie à coronavirus. Une commission spéciale chargée de l'épidémie a vu le jour en vue de centraliser les informations et valider les mesures au sein de l'établissement. Si la préoccupation ne se dément pas, force est de constater que le personnel soignant se heurtera au manque récurrent d'équipements de protection individuelle.

Il eut fallu l'affaire de Samba-kuuni où un patient est empêché d'accéder à l'hôpital pour

que le CHN El-maarouf, hôpital de référence, daigne s'activer pour se préparer à faire face à d'éventuels cas de coronavirus. Mardi 10 mars dans la journée, le patron des lieux a réuni en effet le personnel médical et paramédical pour discuter de la menace épidémique qui n'est pas encore officiellement signalé sur le territoire national. La surveillance des malades dont le cas est confirmé, les mesures de préventions, l'accueil dans les services d'urgence où le prélèvement de la température est désormais systématique... un tas de mesures à mettre en place avant qu'il ne soit trop tard.

Cette rencontre n'est pas fortui-

te puisque c'est à El-Maarouf où le patient supposé être porteur du coronavirus a été admis en premier lieu. Selon un communiqué du ministère de la Santé, le patient, un membre de la diaspora de France venu à Moroni depuis le 28 février, s'est présenté à El-maarouf de son plein gré et présentait des signes qui, en application du protocole standard, évoquaient « un cas suspect ». « Dans ce cadre, ce même protocole impose à nos services concernés de prendre certaines dispositions pour la protection des patients suspectés et pour l'ensemble de la population ». L'on peut déduire que c'est pour cette raison

qu'El-maarouf avait pris la décision de le transférer à l'hôpital de Samba où il ne sera finalement pas admis à cause de l'hostilité des jeunes de cette localité, informés en avance.

Si le communiqué affirme malgré les rumeurs qu'à ce jour (hier, Ndlr) « aucun cas de CoViD-19 (nom scientifique de coronavirus, Ndlr) n'a été ni identifié ni confirmé sur le territoire national », il n'en demeure pas moins que la situation éveille les consciences à El-maarouf. Dans sa ribambelle de mesures, le directeur général évoque les équipements de protection individuelle pour le personnel soignant, essentiellement les pro-

fessionnels « les plus exposés ». A l'issue d'une petite enquête de proximité que nous avons menée au sein de l'établissement hospitalier, il s'avère que le stock disponible desdits équipements est « très insuffisant ». Une autre paire de manches en plus de la psychose qui gagne au sein même des équipes médicales. Il appartient aux autorités compétentes de prendre les dispositions nécessaires pour parer à toute éventualité.

Andjouza Abouheir

LÉGISLATIVES

Orange et CRC s'affronteront dans un 3e tour à Itsandra Sud

Les résultats définitifs du double scrutin du 23 février ne sont pas vraiment définitifs. La Cour suprême, qui n'a pas pu départager les candidats du parti Orange et celui soutenu par la Crc dans la circonscription d'Itsandra Sud, appelle à une élection partielle dans un délai de 45 jours accordé à la Ceni.

Les résultats du deuxième tour des législatives du 23 février dernier sont tombés tard dans l'après-midi de ce mardi 10 mars. Après avoir constaté des irrégularités le jour du vote, la Cour suprême a décidé d'annuler le deuxième tour de l'élection dans la région d'Itsandra Sud, qui avait donné vainqueur le candidat du parti Orange à l'issue des résultats provisoires de la Ceni.

Les électeurs des 14 villages de cette 19e circonscription sont ainsi appelés aux urnes dans un délai de 45 jours à compter de la date de publication par la cour suprême de ces résultats. La fixation de la date,



Photo d'archive

dans cet intervalle de temps, appartient à la Commission électorale (Ceni). Joint au téléphone par La Gazette des Comores, Soilih Abdou, candidat indépendant soutenu corps

et âme par le parti au pouvoir, Crc, se réjouit de la décision de la Cour. « La Cour a rendu sa décision et on ne peut que la respecter car en aucun cas, on ne peut la contester », déclara

celui à qui la Cour a tendu la perche.

En effet, après la proclamation des résultats provisoires du 2e tour des élections par la Commission

électorale, ce candidat avait formulé des requêtes auprès de la Cour pour dénoncer des irrégularités et des bavures. Son baroud d'honneur n'aura pas été vain puisque la Cour lui donne gain de cause.

« Je constate que la Cour a constaté ces irrégularités et c'est pourquoi elle a rendu une telle décision », poursuit celui qui ne cache pas sa « déception » face au comportement du ministre de l'intérieur en charge des élections visant à « déstabiliser » les élections. « Le jour du vote, j'ai vu le ministre de l'intérieur en charge des élections sur le terrain. C'était extraordinaire ! Du jamais vu. Il était comme un délégué mobile ». Du jamais vu ? Pas vraiment. Les Comores sont ce pays où les autorités sont à la fois juge et partie. Votre journal a essayé de joindre Hassane Mohamed, le candidat du parti Orange, en vain.

Ibnou M. Abdou

SOCIÉTÉ

Les prisonniers appellent à l'aide

Dans une lettre ouverte les détenus de la maison d'arrêt de Moroni évoquent leurs très dures conditions carcérales. Ration alimentaire et les litres d'eau offertes par jour, les prisonniers s'indignent et espèrent qu'à travers cette missive l'opinion fera réagir les autorités compétentes.

Dans une lettre ouverte, les détenus de la maison d'arrêt de Moroni s'adressent à la Communauté de « ceux qui sont épris de justice ». Dans cette missive manuscrite les prisonniers font part de leurs conditions de détention qui sont pénibles. Une façon pour

eux de tirer la sonnette d'alarme. « [...], Nous prisonniers de la Chambre B, Chambre C, Chambre D et ceux de l'EPP, sans détour ni circonvolutions, par la présente missive nous vous prenons à témoin, en vous faisant part de nos conditions carcérales », lit-on au premier paragraphe de cette lettre.

Mettant en exergue des détails sur leur quotidien notamment sur la ration journalière et les rares litres d'eau à utiliser pour « boire et faire à manger », ces détenus regrettent qu'un grand nombre d'entre eux soient jeté dans ces trous à rats sans aucun jugement possible des mois. Ils indiquent qu'au quotidien ils

vivent avec « 27 détenus qui comptabilisent plus de 8 mois sans jugement et sans ordonnance de comparution ».

« Dans les rares cas où la justice daigne juger ou auditionner certains détenus, le véhicule de la maison d'arrêt qui est immobilisé depuis des semaines à cause de problèmes de bougies, fait obstacle », poursuivent ceux qui ne sont pas sans savoir l'existence d'un réseau de « libérateurs » tissé entre des pénitenciers et des magistrats, moyennant quelques billets de banque.

Le considérant comme le moins des problèmes qui n'est « pas le moins avilissant », les détenus s'in-

dignent de l'état de délabrement des bâtiments, exposant les détenus à diverses maladies. « [...], Dans l'insalubrité sous des maisons qui ne résistent ni à l'eau, ni à la chaleur en raison de leur vétusté, nous nous heurtons quasi systématiquement à des refus pour les soins médicaux », poursuivent-ils dans ce document portant le cachet de la maison d'arrêt, comme pour attester son authenticité. Comptant sur la communauté « de ceux épris de justice », les détenus prient que ce message fasse écho jusqu'aux « non sourds ».

A.O Yazid

La Gazette des Comores
Directeur général
 Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Said Omar
Rédacteur en chef
 Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
 Toufé Maecha
Rédaction
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 A.O. Yazid
 Andjouza Abouheir
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou
 Nabil Jaffar
Chronique Sportive
 B.M. Gondet
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Mariama Hassane
Photographe / Site Web
 Mohamed Said Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45

COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS/CORONAVIRUS

Kenya demande le report de son match contre les Comores

Le spectre de l'épidémie de coronavirus qui sévit actuellement dans le monde a chatouillé la Fédération Kenyane de Football. La date (25 mars 2020) où aura lieu l'éliminatoire de la Coupe d'Afrique des Nations (Can 2021) à Nairobi (Kenya # Comores) est remise en cause par la Fédération Kenyane de Football. La haute instance du football de Kenyan veut reporter la rencontre.

La Fédération Kenyane de Football a sollicité le report du match du Harambee de Kenya # Cœlacanthes des Comores, prévu à Nairobi le 25 mars prochain. Le motif invoqué est la présence massive d'éléments des Cœlacanthes qui vivent en Europe, zone où fait ravage le coronavirus. A cause du spectre de l'épidémie de coronavirus qui sévit actuellement dans le monde, cette haute instance du football du Kenyan demande le report de la rencontre face aux Comores. La Fédération Kenyane

de Football a adressé selon le site internet Goal Kenya, un courrier à la Confédération Africaine de Football pour renvoyer, à une date ultérieure la venue des Cœlacanthes des Comores au Kenya, le 25 mars prochain, dans le cadre de la 3e journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations (Can 2021). Le motif invoqué est l'épidémie de coronavirus qui sévit dans le monde.

Pour le moment, aucun cas n'a été détecté au Kenya, et encore moins dans l'Archipel aux îles de la Lune. Mais d'ores et déjà, le gouvernement kenyan interdit, dans son territoire où se côtoient 45 millions d'âmes, tout rassemblement de plus de 15 personnes. « Nous avons expliqué à la Confédération Africaine de Football la position de notre gouvernement », indique Nick Mwendwa, le président de la Fédération Kenyane de Football. Il ajoute aussi que beaucoup de joueurs des Cœlacanthes des Comores évoluent en France, « un



Photo d'archive

des pays les plus infectés par le virus. Nous sommes environ 45 millions d'habitants et ce serait une erreur que le virus arrive dans notre pays à cause d'un match de football », argumente Nick Mwendwa,

patron de la Fédération Kenyane de Football. La Gazette des Comores a tenté de joindre par téléphone, la présidente du Comité de Normalisation, Kanizat Ibrahim et le Directeur technique national,

Ayoub Moussa pour recueillir leur impression par rapport à cette initiative unilatérale de la Fédération Kenyane de Football, mais en vain.

Bm Gondet

TENNIS DE TABLE

Le patron du Ping-pong comorien à Qatar

Afrika Ioussouf Soilihi est le président de la Fédération Comorienne de Tennis de table (ou ping-pong). A ce titre, il s'était acclimaté à Doha, à l'occasion de l'assemblée générale ordinaire de la Fédération internationale de tennis de table, tenue le 6 mars. « L'une des retombées de ce regroupement, est la formation des cadres techniques qui pourrait avoir lieu au pays sans l'appui du Cosic », rapporte le patron du ping-pong national.

La Fédération internationale de tennis de table (Fitt) avait invité les présidents des fédérations nationales de la discipline à prendre part à l'assemblée

générale ordinaire, fixée à Doha au Qatar le 6 mars. Il a été constaté que les jeunes pongistes africains en général, et comoriens en particulier, paraissent boudier à toute politique de désenclavement international, en termes de participation à des compétitions internationales.

« Oui, il est important au ping-pong comorien d'être présent sur la scène internationale, surtout la catégorie des jeunes. Cette couche rentre dans le programme de développement 2020-2024. On me demande d'énumérer les problèmes qui freinent l'essor de cette discipline. Il est possible que j'organise une formation sans l'appui du Comité Olympique comorien », explique Afrika. Ce genre de rencontre favo-

rise le tissage des accords de partenariat et des rapports d'échange et de partage d'expériences avec d'autres fédérations internationales.

Le patron du Ping-Pong comorien enchaîne que la fédération internationale a compris que le Comité national Olympique « n'a pas des prérogatives de reconnaissance des fédérations nationales ». «

L'ITTF continue les correspondances avec moi. Maintenant, c'est au comité exécutif du Cosic de se respecter et de respecter les statuts de l'instance, qui stipulent qu'une fédération sportive nationale est membre du comité olympique si elle est reconnue par la fédération internationale », poursuit celui qui n'est pas en bons termes avec le

Cosic.

En guise de conclusion, Afrika Ioussouf Soilihi avance un langage pédagogique : « Les fédérations membres du Cosic doivent se respecter et respecter les lois du Cosic pour qu'il y ait de l'ordre dans le mouvement sportif comorien ».


Bm Gondet



COMMISSION DE L'OCEAN INDIEN

APPEL A MANIFESTATIONS

D'INTÉRÊT N°COI/BRIO/AO/2020/002



AFD

COMMISSION DE L'OCEAN INDIEN REPUBLIQUE DE MAURICE

“Building Resilience in the Indian Ocean” BRIO

SERVICE DE CONSULTANTS (Individuel)

La Commission de l'Océan Indien a reçu un concours financier de l'Agence française de Développement, et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce concours financier pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant le recrutement d'un consultant « Full stack web developer position for the development of a climate data web portal » dans le cadre de l'exécution du projet “Building Resilience in the Indian Ocean” BRIO.

Les services comprennent (i) l'écriture d'un serveur Web, (ii) la mise en place d'une architecture MVC, (iii) le choix et l'implémentation d'une base de données robuste pour le stockage de fichier en grande quantité de données numériques à la fois de type raster et point, (iv) l'analyse des séries temporelles et spatiales en temps réel. La mission durera environ 130 jours oeuvrés.

La Commission de l'Océan Indien invite les consultants individuels, Full stack web developer position for the development of a climate data web portal, à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les candidats intéressés doivent fournir les informations justifiant qu'ils sont qualifiés pour exé-

cuter les services (références concernant l'exécution de contrats analogues, expérience dans le développement d'un site web, la mise en place et la gestion de système de bases de données, etc.), curriculum vitae et tous document permettant de soutenir sa candidature. La Commission de l'Océan Indien dressera une liste restreinte d'environ six candidats, présélectionnés sur la base des candidatures reçues, auxquels il adressera le Dossier d'Appel d'Offres pour la réalisation des services requis.

Les manifestations d'intérêt doivent être déposées ou envoyées par email à l'adresse ci-dessous au plus tard le

Lundi 30 Mars 2020 à 16h00 (Heure de Maurice, GMT +4)

Secrétariat général de la Commission de l'Océan Indien (COI) Service des Marchés et contrats
Blue Tower, 4ème étage, Rue de l'Institut, Ebène,
Maurice Tél : (230) 402 6100 - Fax : (230) 465 6798
E-mail : innocent.miada@coi-ioc.org;
gina.bonne@coi-ioc.org, pascal.rakoto@coi-ioc.org
Ebène, le 09 Mars 2020

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

Prières aux heures officielles
Du 11 au 14 Mars 2020

Lever du soleil:
06h 10mn
Coucher du soleil:
18h 24mn

Fadjr : 04h 57mn
Dhouhr : 12h 21mn
Ansr : 15h 39mn
Maghrib : 18h 27mn
Incha : 19h 41mn



SOCIÉTÉ

Vendeuse, ses cinq enfants étudient dans le privé

« Mes enfants méritent une bonne éducation ». Vendeuse de bananes et de manioc au petit marché de Moroni alors que son mari, lui, travaille au port, Nouria Mzembaba ne reculera devant aucune tempête quand il s'agit de l'avenir de sa famille. La dépendance totale à son mari, elle déteste ça. Elle, elle aime parler d'entraide ».

Elles sont nombreuses ces femmes qui se battent jour et nuit, qu'il pleuve, qu'il vente, qu'il tonne, pour subvenir aux besoins de leurs familles. Au marché de Moroni, nous avons rencontré Nouria Mzembaba. La quarantaine, originaire de Tsorale dans la région de Dimani, à l'est de Ngazidja, qui s'adonne corps et âme pour l'éducation de ses enfants. «

Un bon jour, je me suis réveillée en me disant : Je n'ai pas fait des études mais mes enfants, eux, méritent une bonne éducation », s'enthousiasme-t-elle.

« J'ai 5 enfants. L'aînée a 23 ans, elle va refaire son baccalauréat cette année. Tous étudient dans des écoles privées, notamment Brun Trust », concède celle qui parvient à faire face à toutes ces charges grâce à l'aide précieuse de son mari qui travaille au port de Moroni. Mme Nouria ne détient pas un commerce d'envergure. Elle est détaillante de condiments, banane, manioc...un peu de tout, car même des litchis selon la saison. Elle n'a pas non plus des terrains dans lesquels elle se fournit. Ses fournisseurs sont les grossistes qui sont au marché.

Mme Nouria s'y rend chaque matin, à l'heure où chante le coq,

pour acheter ces produits. Des fois, comme dans chaque affaire, ils se coulent comme des petits pains, des fois ils pourrissent. N'en déplaie, rien ne semble pouvoir l'arrêter. Déterminée à faire face à toutes ces épreuves pour vivre dignement. « Tous ce que je fais, c'est pour qu'un jour mes enfants se rendent compte combien la vie est difficile et que malgré tout on peut transcender ces difficultés », réitère celle qui croit dur comme fer que la femme ne doit pas dépendre entièrement de son mari. C'était à l'occasion de la journée internationale de la femme que nous avons rencontré cette dame qui refuse que le fatalisme ait raison de sa vie.

Andjouza Abouheir



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET- AVIS DE VACANCE DE POSTE N°: AR/007/2020

Date de publication: 02 MARS 2020

Date limite de dépôt des candidatures: 16 mars 2020 à 17h

Titre du poste: Assistant de projet

Unité administrative: FRCOI

La FAO est favorable à la parité homme-femme et à la diversité géographique et linguistique de son personnel et des consultants internationaux afin de mieux servir ses membres dans toutes les régions.

Les femmes et les ressortissants de pays membres non représentés ou sous-représentés possédant les qualifications requises sont encouragés à présenter leur candidature.

Nous encourageons de même les personnes handicapées à postuler.

Toutes les candidatures seront traitées dans la plus stricte confidentialité.

I. Contexte et justification

Le projet GCP/COI/004/FRA intitulé « **Renforcement des Capacités des Centres Ruraux de Développement Économique pour l'Entrepreneuriat et la Résilience Agricole aux Comores (RECA-ERA)** » aux Comores, repose sur une conception conjointe entre le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Environnement (MAPE) de l'Union des Comores, l'Ambassade de France, et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) afin de renforcer les capacités du Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Environnement (MAPE) de l'Union des Comores, et des structures et techniciens sous sa tutelle, en particulier au sein des Centres Ruraux de Développement Économique (CRDE).

Le projet vise à appuyer le renforcement des capacités managériales, techniques et infrastructurelles des CRDE pour améliorer la disponibilité et l'accès inclusif aux services de conseil agricole, en vue de développer l'entrepreneuriat rural et l'agriculture climato-intelligente aux Comores.

En effet, les services de conseil agricole (SCA) sont essentiels pour le développement agricole durable. Malgré la diversité des acteurs, les Centres Ruraux de Développement Économique (CRDE), sous tutelle opérationnelle du Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Environnement (MAPE) de l'Union des Comores, restent le principal fournisseur des services de conseil pour les agriculteurs et professionnels agricoles.

Dans ce contexte, les activités pour le renforcement des capacités des CRDE envisagé dans le cadre du présent projet incluent l'appui à l'amélioration des infrastructures et du

niveau d'équipement en matériels de formation, le développement des compétences pour une meilleure couverture thématique de la demande en services de conseil et un renforcement effectif de la gouvernance des CRDE.

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet, la FAO recrute un assistant de projet qui appuiera le coordonnateur technique dans la coordination des activités du projet.

II. Tâches et responsabilités

Sous la supervision générale de la Représentation de la FAO pour les Comores et technique de FAO HQ, RAF, SFS et AGDR, en étroite collaboration avec le MAPE, l'Assistant au coordonnateur technique aura pour tâches principales :

- Assurer l'appui opérationnel et la mise en œuvre de la planification des activités du projet conformément aux règles et procédures de la FAO, en gérant les processus d'achat et les accords de partenariat ;
- Assurer le soutien opérationnel à la mise en œuvre et le suivi-évaluation des activités du projet, notamment en contribuant à l'élaboration de plans de travail annuels, de demandes d'activités, de calendriers et de la documentation effective et adéquate des résultats générés ;
- Appuyer la gestion administrative du projet ;
- Participer aux réunions, ateliers et autres événements pertinents organisés par les partenaires nationaux du projet ;
- Appuyer les relations institutionnelles avec les institutions gouvernementales concernées ;
- Assurer l'organisation logistique des missions et formation : recrutement de l'expertise nécessaire ; organisation logistique des ateliers et des déplacements inter îles ; diffusion des outils et rédaction des rapports d'activités ;
- Appuyer la rédaction des rapports ;
- Assurer la coordination et appui aux missions et les formations organisées par les consultants internationaux et le personnel de la FAO en traitant les procédures administratives et en assurant la coordination avec les agences gouvernementales, les agences des Nations Unies et les parties prenantes nationales concernées.

LES CANDIDATS SERONT ÉVALUÉS CONTRE CE QUI SUIV

Conditions minimales à remplir:

- Etre titulaire d'un diplôme Bacc+3 en Gestion ou autres

Type de contrat :

PSA

lieu d'affectation:

Moroni - COMORES

Durée:

3 mois renouvelables

domaines similaires;

- Minimum trois ans d'expérience pertinente dans des fonctions similaires, et en particulier dans le travail opérationnel, administratif et de bureau.
- Connaissance informatique MS Office (Word, Excel, Power Point), logiciel de comptabilité, Internet et des équipements de bureautique.
- Capacité de concevoir des outils de bases de données
- Connaissance courante du français et de l'anglais.

Veillez noter que tous les candidats doivent adhérer aux valeurs de la FAO - Engagement envers l'Organisation, Respect de tous et Intégrité et transparence.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

- La FAO ne charge pas de frais à tout moment du processus de recrutement (demande, entrevue, traitement).
- Les candidatures incomplètes ne seront pas prises en considération.
- Les demandes reçues après la date limite de dépôt ne seront pas acceptées
- Seuls les certificats de compétence linguistique délivrés par les prestataires externes agréés par l'ONU et / ou les examens officiels linguistiques de la FAO (LPE, ILE, LRT) seront acceptés comme preuve du niveau de connaissance des langues indiquées dans les applications en ligne.

COMMENT PRÉSENTER SA CANDIDATURE

Pour postuler, veuillez envoyer votre dossier de candidature (CV, diplôme et lettre de motivation) à Monsieur le Représentant de la FAO à l'adresse suivante : FAO-MG@fao.org en indiquant l'objet « **Candidature au poste d'Assistant de projet GCP/COI/004/FRA aux Comores** » au plus tard le **lundi 16 mars 2020 à 17h.**

Veillez contacter le Bureau de la FAO en Union des Comores : (+269) 358 2011/ (+269) 486 8356/ (+269) 363 19 89 pour toute demande de renseignements relatifs au poste.

LA FAO EST UN ESPACE NON FUMEUR

E-COMMERCE

Raphishop, la nouvelle boutique en ligne

Après Kuuza Comores, Rafika Ali Salim lance sa boutique e-commerce, Raphika. Cette boutique en ligne rassemble plusieurs boutiques avec une gamme de produits made in Comores et d'ailleurs.

Vendredi dernier, Rafika Ali Salim a lancé sa boutique en ligne, Raphishop. Deuxième boutique du genre après Kuuza, elle a comme objectif de faciliter la clientèle par son accessibilité à coût réduit avec des produits de qualité. La toute nouvelle plateforme en ligne offre des produits cosmétiques, électroménagers et tant d'autres. « Ce qui est bon

dans tout ça, on peut voyager, faire sa commande et l'avoir dans les meilleurs délais avec des prix raisonnables », rassure la gérante.

Depuis 2017, la jeune femme a effectué ses débuts dans les réseaux sociaux où elle expose des produits cosmétiques sur sa page Facebook et son statut Whats'App. « Avant j'exposais mes produits sur les réseaux sociaux et la demande était importante. C'est pourquoi avec mon mari, on a décidé de créer cette plateforme pour avoir plus de variété de produits », poursuit-elle.

Avec Raphishop, Rafika Ali Salim donne aux comoriens et aux étrangers l'opportunité d'avoir des produits made in Comoros et

d'ailleurs. « Vu qu'aux Comores on n'a pas eu l'opportunité d'avoir un centre commercial physique, on a un centre commercial digital où on peut trouver plusieurs gammes de produits », avance-t-elle. Consciente de l'ampleur que prennent les nouvelles technologies, Rafika s'est alliée avec six partenaires dont HOLO, le mobile banking de la Bdc, pour mener à bien ses activités. Les clients peuvent payer par carte bleue, Pay Pal ou bien via Holo.

Andjouza Abouheir



Rafika Ali Salim lance sa boutique e-commerce.



Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET- AVIS DE VACANCE DE POSTE N°: AR/006/20

Date de publication: 02 MARS 2020

Date limite de dépôt des candidatures: 16 mars 2020 à 17h

Titre du poste: Coordonnateur de projet

Unité administrative: FRCOI

La FAO est favorable à la parité homme-femme et à la diversité géographique et linguistique de son personnel et des consultants internationaux afin de mieux servir ses membres dans toutes les régions.

Les femmes et les ressortissants de pays membres non représentés ou sous-représentés possédant les qualifications requises sont encouragés à présenter leur candidature.

Nous encourageons de même les personnes handicapées à postuler.

Toutes les candidatures seront traitées dans la plus stricte confidentialité.

I. Contexte et justification

Le projet GCP/COI/004/FRA intitulé « **Renforcement des Capacités des Centres Ruraux de Développement Économique pour l'Entrepreneuriat et la Résilience Agricole aux Comores (RECA-ERA)** » aux Comores, repose sur une conception conjointe entre le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Environnement (MAPE) de l'Union des Comores, l'Ambassade de France, et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) afin de renforcer les capacités du Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Environnement (MAPE) de l'Union des Comores, et des structures et techniciens sous sa tutelle, en particulier au sein des Centres Ruraux de Développement Économique (CRDE).

Le projet vise à appuyer le renforcement des capacités managériales, techniques et infrastructurelles des CRDE pour améliorer la disponibilité et l'accès inclusif aux services de conseil agricole, en vue de développer l'entrepreneuriat rural et l'agriculture climato-intelligente aux Comores.

En effet, les services de conseil agricole (SCA) sont essentiels pour le développement agricole durable. Malgré la diversité des acteurs, les Centres Ruraux de Développement Économique (CRDE), sous tutelle opérationnelle du Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Environnement (MAPE) de l'Union des Comores, restent le principal fournisseur des services de conseil pour les agriculteurs et professionnels agricoles.

Dans ce contexte, les activités pour le renforcement des capacités des CRDE envisagé dans le cadre du présent projet incluent l'appui à l'amélioration des infrastructures et du niveau d'équipement en matériels de formation, le développement des compétences pour une meilleure couverture thématique de la demande en services de conseil et un renforcement effectif de la gouvernance des CRDE.

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet, la FAO recrute un coordonnateur technique qui sera chargé de la coordination des activités du projet dans l'ensemble.

II. Tâches et responsabilités

Sous la supervision générale de la Représentation de la FAO pour les Comores et technique de FAO HQ, RAF, SFS et AGDR, en étroite collaboration avec le MAPE, le Coordonnateur technique du projet aura pour tâches principales :

- Assurer la gestion de la mise en œuvre quotidienne et supervision stratégique des activités du projet, y compris l'appui à l'organisation de réunions périodiques et d'ateliers / formations et missions, dans le respect du cadre logique du projet et en collaboration avec la représentation de la FAO aux Comores, son Gouvernement et ses institutions, les agences des Nations Unies ainsi que d'autres parties prenantes concernées ;
- Participer à la supervision administrative, y compris organisation des achats de matériels et réhabilitation : mise en concurrence pour chaque achat de bien ou de service, établissement de bons de commande, suivi du respect des échéances ;
- Faciliter le recrutement de l'expertise nécessaire ;
- Assurer la coordination et la supervision des relations institutionnelles avec les institutions gouvernementales concernées ;
- Identifier les opportunités pour collaboration, ainsi qu'établissement et coordination des partenariats avec les entités identifiées ;
- Etablir et mettre à jour la planification opérationnelle du projet ;
- Assurer la coordination des composantes du plan de travail et du budget du projet et suivre les progrès de la mise en œuvre ;
- Assurer la rédaction des rapports d'avancement relatifs au projet ;
- Appuyer le développement et l'adoption d'une stratégie de communication de projet solide, notamment en aidant à l'élaboration de supports d'information, afin de garantir un accès adéquat à l'information pour tous les acteurs concernés par différents moyens de communication ;
- Coordonner les activités de sensibilisation et de communication liées aux activités du projet ;
- Participer à la gestion de mécanisme de règlement des contentieux ;
- D'autres tâches connexes selon les besoins.

Type de contrat : PSA
lieu d'affectation: Moroni - COMORES
Durée: 3 mois renouvelables

LES CANDIDATS SERONT ÉVALUÉS CONTRE CE QUI SUIV

Conditions minimales à remplir:

- Etre titulaire d'un diplôme supérieur dans un des domaines de travail de la FAO (niveau Master II) ;
- Minimum cinq ans d'expérience pertinente dans des fonctions similaires, et en particulier dans la gestion et coordination de projets sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- Très bonne connaissance de l'union des Comores ;
- Disposant d'une bonne capacité d'analyse, de synthèse et de rédaction, d'un grand esprit d'initiative et d'une parfaite aptitude à travailler en équipe ;
- Connaissance informatique (Word, Excel, Power Point) ;
- Connaissance courante du français et de l'anglais.

Veillez noter que tous les candidats doivent adhérer aux valeurs de la FAO - Engagement envers l'Organisation, Respect de tous et Intégrité et transparence.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

- La FAO ne charge pas de frais à tout moment du processus de recrutement (demande, entrevue, traitement).
- Les candidatures incomplètes ne seront pas prises en considération.
- Les demandes reçues après la date limite de dépôt ne seront pas acceptées
- Seuls les certificats de compétence linguistique délivrés par les prestataires externes agréés par l'ONU et / ou les examens officiels linguistiques de la FAO (LPE, ILE, LRT) seront acceptés comme preuve du niveau de connaissance des langues indiquées dans les applications en ligne.

COMMENT PRÉSENTER SA CANDIDATURE

Pour postuler, veuillez envoyer votre dossier de candidature (CV, diplôme et lettre de motivation) à Monsieur le Représentant de la FAO à l'adresse suivante : FAO-MG@fao.org en indiquant l'objet « **Candidature au poste de Coordonnateur de projet GCP/COI/004/FRA aux Comores** » au plus tard le **lundi 16 mars 2020 à 17h.**

Veillez contacter le Bureau de la FAO en Union des Comores : (+269) 358 2011/ (+269) 486 8356/ (+269) 363 19 89 pour toute demande de renseignements relatifs au poste.

LA FAO EST UN ESPACE NON FUMEUR